

Une étude portée par



Avec le soutien financier de



Etude territoriale de la prédation sur le foyer des Préalpes de Gourdon dans les Alpes-Maritimes

Volet 4/5 - Etude psychosociale des conséquences de la prédation sur les éleveurs, les bergers et leurs familles



RAPPORT

Juillet 2024

Muriel FRONTIER VERDIER
PSYCHOSOCIOLOGUE
2024-2025



Une étude réalisée avec l'appui du collectif



Elise SAY-SALLAZ
Post-doctorante
au Mammal
Research Institute
- Pologne

Table des matières

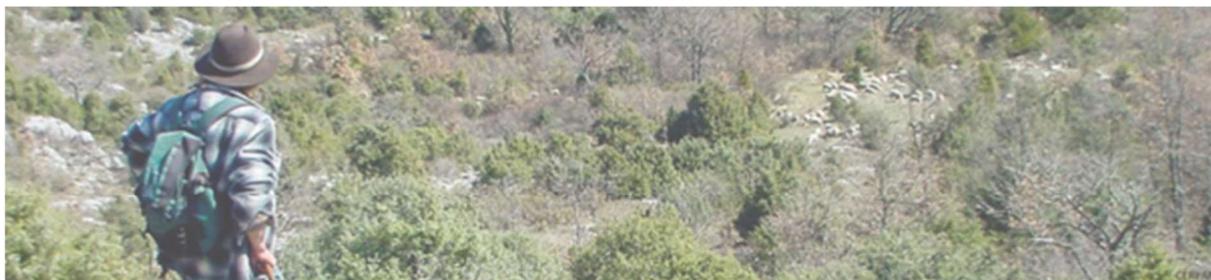
1ère PARTIE	4
1. Objet de la demande	5
2. Objectifs du diagnostic	5
3. Les principes de travail	5
3.1. Déontologie	5
3.2. La démarche de diagnostic psychosocial	6
3.3. Méthodologie suivie	6
4. Instruction de la demande.....	6
4.1. Les objectifs de l’instruction de la demande.....	6
4.2. Identification et organisation des acteurs de la prédation en lien au territoire d’étude	7
4.3. Les entretiens réalisés	7
2e PARTIE	8
2. Le diagnostic	9
2.1. Résultats des enquêtes.....	9
2.2. Analyses d’impacts	22
3e PARTIE	28
3. Conclusions	29
4. Préconisations.....	31
4.1. Finalité de l’étude.....	31
4.2. Axes d’approfondissement et pistes d’actions.....	34
Bibliographie	36
ANNEXE 1 – Actions de lobbying.....	37

Remerciements

Nous remercions l'ensemble des différents acteurs de cette étude pour leur disponibilité, leur confiance et leur investissement personnel, professionnel et financier :

- Les éleveurs et leur famille et amis
- Les bergers
- Les différents acteurs de l'étude
 - o Cerpam
 - o Cistole
 - o Dryas Statistics
 - o Solliance Alimentaire
 - o Drailles
 - o La Direction Départementale du Territoire et de la Mer des Alpes Maritimes
 - o La Préfecture de la Région Rhône Alpes et le Plan d'action loup et activités d'élevage
 - o La MSA
- Les différents institutionnels

1ère PARTIE



| Cadrage et contexte de l'étude

1. Objet de la demande

- Contribuer à l'Étude Territoriale de la Prédation du Loup sur le foyer des Préalpes de Gourdon dans les Alpes Maritimes par une analyse psychosociale (correspondant au volet 4 de l'étude).
- Répondre à la demande :
 - Établir un diagnostic psychosocial précis des conséquences de la prédation lupine sur le territoire ciblé et les élevages concernés
 - Produire des conclusions et des préconisations

2. Objectifs du diagnostic

La mission confiée a pour objet d'aider le Comité de Suivi à appréhender, identifier et évaluer les risques psychosociaux auxquels sont soumis les éleveurs dans le contexte de la prédation lupine. Elle comprend notamment les objectifs suivants :

- Faire l'analyse détaillée des situations de travail et des situations telles qu'elles sont vécues et subies par les éleveurs conduisant aux risques mentionnés,
- Identifier et caractériser les risques psychosociaux découlant de ces situations auxquels sont soumis les éleveurs, et fournir l'information adaptée au Comité de Suivi sur ces risques,
- Faire le diagnostic sur ces risques identifiés avec leurs impacts sur la santé et la sécurité,
- Aider le Comité de Suivi à formuler des préconisations notamment de mesures de prévention et de sécurité.

Les éléments de diagnostic fournis s'appuient sur des éléments tangibles qui doivent permettre au Comité de Suivi du territoire de contribuer concrètement à la protection de la santé physique et mentale, de la sécurité des éleveurs, et contribuer à l'amélioration de leurs conditions de travail.

Les préconisations qui seront débattues avec le Comité de Suivi et les éleveurs du territoire d'étude procéderont autant de la qualité et de la pertinence du constat porté par l'expertise, que de son appropriation par le Comité.

3. Les principes de travail

3.1. Déontologie

L'intervenante psychosociologue, Muriel FRONTIER VERDIER est tenue à un strict respect de méthodologie, au secret professionnel ainsi qu'à des principes éthiques et déontologiques définis selon le respect des principes suivants :

- Les acteurs concernés par l'étude sont informés de la démarche et des objectifs du diagnostic. Les observations et les entretiens ne peuvent se faire qu'avec l'accord des personnes concernées,
- L'intervenante ne porte aucun jugement de valeur et ne se pose pas en arbitre,
- Elle est tenue au secret professionnel que ce soit pour toutes les questions relatives à différents procédés de fabrication, à des savoir-faire spécifiques dont elle aurait eu connaissance durant son intervention,

- L'anonymat des informations, des propos et des opinions collectés est garanti.

3.2. La démarche de diagnostic psychosocial

Le déroulement du diagnostic repose sur le respect de cinq critères :

1. Instruction et reformulation de la demande
2. Problématisation et instruction des questions
3. Respect de la méthodologie
4. Choix des outils appropriés pour élaborer le diagnostic et le présenter au comité de suivi
5. Indépendance/déontologie

La démarche de diagnostic se déroule en 3 phases :

1. Préparation et lancement de l'enquête
2. Instruction de la demande
3. Construction du diagnostic et des préconisations, rédaction du rapport et restitution de l'enquête

3.3. Méthodologie suivie

Le déroulement de la démarche de diagnostic repose sur l'analyse du travail réel (distinct des procédures prescrites), en associant les acteurs eux-mêmes, car la connaissance et l'expérience qu'ils détiennent sur leurs situations de travail apportent une contribution indispensable à l'évaluation des risques. La démarche questionne le point de vue de l'activité des acteurs.

À partir de l'analyse des situations de travail actuelles (modalités d'organisation des activités, ressources, contraintes, sources éventuelles de dysfonctionnements etc.), il s'agit d'identifier les risques et effets possibles sur les conditions de travail, de santé et de sécurité des acteurs concernés.

La méthodologie proposée permet de construire ces hypothèses de travail.

4. Instruction de la demande

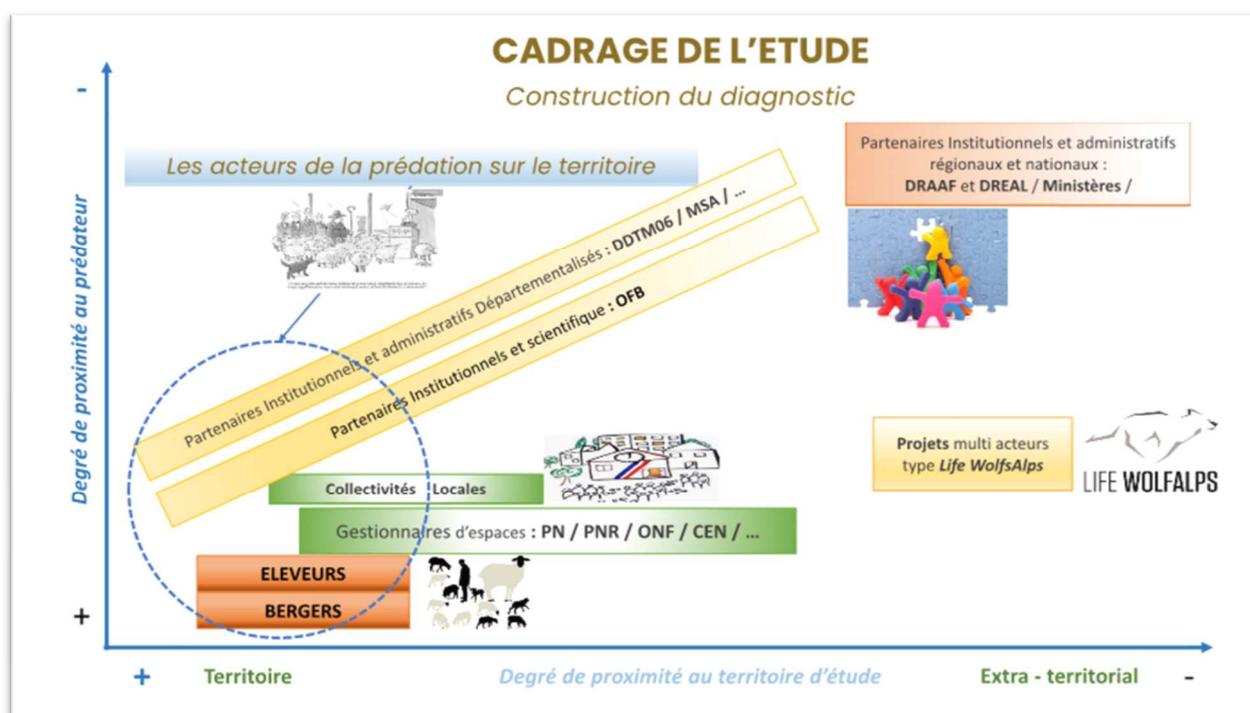
4.1. Les objectifs de l'instruction de la demande

- Resituer les faits à l'origine de l'expertise, dans leur contexte et dans leur chronologie,
- Expliciter les positions et points de vue des acteurs en présence,
- Réaliser une première analyse du contexte et comprendre les enjeux, formuler des hypothèses,
- Comprendre les enjeux et recentrer le cas échéant la demande sur l'objet de la demande, expliciter la problématique de l'expertise et ses objectifs
- Définir les entretiens, les observations de la phase de construction du diagnostic.

Pour se faire :

- Réalisation d'entretiens individuels avec un échantillonnage d'éleveurs et de bergers du territoire et de leur famille,
- Interfaces régulières avec l'équipe MSA : Cédric Moirano, Chef de projet et Pascale Jeully, Médecin du travail, et avec l'équipe projet de l'étude globale (5 volets) coordonnée par le chef de projet, Ludovic Bouquier, et Soliance Alimentaire, partenaire mandataire
- Livrables : rapport présentant les résultats de l'étude sous deux formats : un format Word et un format Powerpoint servant de version de présentation pour la restitution en présentiel au public d'éleveurs et de bergers

4.2. Identification et organisation des acteurs de la prédation en lien au territoire d'étude

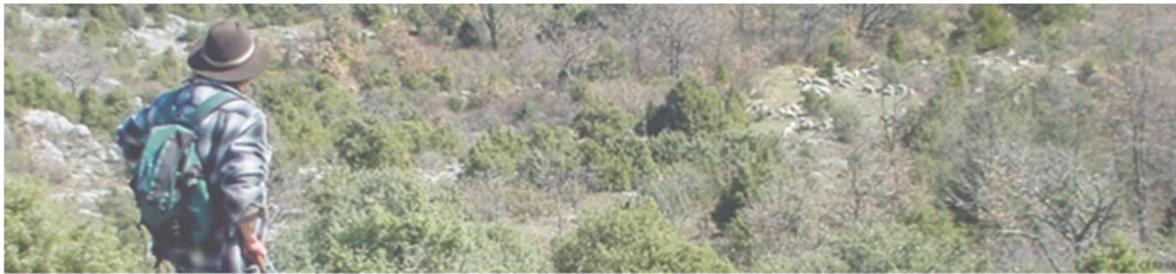


4.3. Les entretiens réalisés

Des entretiens ont été réalisés avec un échantillonnage d'éleveurs, de bergers, d'acteurs institutionnels et membres du comité de suivi. Ont ainsi été menés :

- 12 entretiens éleveurs avec ou sans leur famille + bergers
- 11 entretiens acteurs institutionnels
- 5 entretiens membres comité de suivi

2e PARTIE



| Diagnostic

-résultats des enquêtes

-analyse d'impacts et risques psychosociaux

2. Le diagnostic

2.1. Résultats des enquêtes

2.1.1. Points liminaires et pré requis

L'enjeu de ne pas tomber dans un énième rapport similaire au sujet a été présent tout au long de sa rédaction.

L'enjeu de l'utilité sociale et psychosociale mais également publique de ce rapport a été un fil conducteur, celui dédié à une **population d'éleveurs pastoraux**, plus spécifiquement celle des Préalpes de Gourdon dans les Alpes Maritimes. C'est une population métier qui a besoin de reconnaissance, de soutien et de gratitude pour un métier exercé qui, même s'il est passionnant, reste une activité difficile et surtout trop méconnue du grand public. Elle souffre actuellement et ce, depuis plusieurs décennies, d'un « fléau »¹ devenu ordinaire tant il est devenu omniprésent dans leur quotidien et, en même temps tellement sous-estimé par le grand public en général et pour certains pouvoirs publics en particulier.

Aussi s'agit-il, après avoir écouté, observé, analysé l'ensemble des données objectives mais aussi subjectives - au travers d'analyse documentaires et des « racontés » de leur histoire - de restituer au plus près des situations vécues par les différents acteurs sur la question de l'impact de la prédation par le loup, un diagnostic à visée psychosociale le plus exhaustif possible avec :

- Un recueil et une analyse des constats - *les verbatims issus des entretiens sont en vert dans le corps du texte*
- Des attentes de part et d'autre des différents acteurs qui gravitent autour de ces questions (agriculteurs et leurs familles, bergers etc.),
- Une analyse d'impacts de cette situation.

Ce rapport présentera des conclusions et des recommandations présentées sous forme de propositions. A sa lecture, se repose sans doute deux questions fondamentales pour l'ensemble des acteurs concernés par le sujet de loin ou de près :

1. Quelle est la place de l'homme, du *sauvage*, des animaux dans notre Société ?
2. Quelle place et reconnaissance accorde-t-on au pastoralisme aujourd'hui en France ?

2.1.2. Contexte et analyse

2.1.2.1. La « symbolique autour du loup » dans un contexte contemporain

L'Histoire comprend plein d'exemple, de contes, de représentations symboliques autour du loup. C'est un animal qui cristallise beaucoup d'émotions. Aujourd'hui encore, **les opinions sur le loup** restent très partagées, cet animal laissant rarement indifférent.

Si pendant plus de trois mille ans le loup a suscité des conflits pour en venir à bout, depuis plus de vingt ans il en provoque de nouveaux, encore passionnels, pour le gérer. Dans certains milieux, la question du loup peut s'afficher sur deux bannières opposées :

Emblème de la biodiversité pour les militants écologistes protecteurs de la « nature », prédateur intolérable pour les bergers et les éleveurs frappés au premier chef par sa réapparition.

Subsiste encore et toujours, une ambivalence très ancienne autour de la question du loup : cet animal présente un impact culturel « disproportionné » par rapport à son nombre voire même à son rôle dans l'environnement. Si pour les sociétés nomades traditionnelles, « *il incarne à la fois la force, le courage, l'intelligence et la férocité, le danger, la malignité* », dans les sociétés sédentaires, comme c'est le cas en Europe depuis l'Antiquité, « *il représente d'abord l'ennemi à abattre, sa prudence instinctive rejoignant la couardise et la veulerie* ».

Il est pourtant, selon certains spécialistes :

« *Un animal discret, social, qui élève ses petits avec grand soin et fait preuve d'une extrême intelligence* ».

2.1.2.2. Contexte de l'étude,

▪ *Le rappel de quelques chiffres*

Pour l'étude concernée dont les enjeux et les objectifs sont cités dans la partie 1 de ce présent rapport, il s'agit de **rappeler les derniers chiffres relatifs à l'impact de la prédation du loup dans le milieu pastoral.**

Pour autant, les chercheurs et les autres acteurs de la prédation ne cachent pas « *qu'il y a de la controverse au niveau des chiffres* ».

▪ *Les controverses*

Selon plusieurs chercheurs et autres acteurs de la prédation, le fait d'être « *au service de l'État* » les font considérer comme des « *pro loups* ». Ce qui n'est pas toujours faux mais pas toujours vrai non plus. Ils servent « d'objet » d'une contestation récurrente sur les données chiffrées. Cet état de fait semble se retrouver dans de nombreux pays où la prédation remet en question les logiques de territoire. Au Canada, les amérindiens n'ont jamais validé les chiffres des bisons qui sortent des parcs nationaux et deviennent nuisibles sur leurs territoires. Même combat en Italie, en Autriche, en Suisse pour tout type d'animaux prédateurs recensés.

Lors d'un des derniers séminaires sur la prédation du loup par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) en juillet 2023, le retour d'analyses de ceux qui étaient présents « *plantent le décor* » :

Tandis que parmi les gens qui vivaient le retour du loup, il y en a pour qui c'était insurmontable, certains éleveurs ont quant à eux appris à vivre avec le loup. « *Malgré cela, que ce soit les uns ou les autres, on ne les écoute pas...* »

Rappel de chiffres relatifs à l'impact de la prédation du loup dans le milieu pastoral dans les Alpes Maritimes

(Source: Comité Départemental loup de juin 2023)

- 188 contrats d'aide à la protection
- Près de 600 chiens présents sur le territoire l'été
- 721 attaques pour 1 723 victimes indemnisées (90% ovins, 7% caprins, 2% bovins, 1% autres espèces)
- 71 % des attaques indemnisées sont diurnes
- Environ 23 000 animaux prédatés au cours des 10 dernières années t, soit l'équivalent d'une trentaine de troupeaux

Le sujet est complexe dans la mesure où les positionnements syndicaux ne sont pas tout à fait les mêmes. La confrontation entre syndicats à l'échelon national et à celui régional, ainsi qu'avec la confédération nationale, entretient entre acteurs, une certaine défiance sur le sujet.

Il est toutefois constaté qu'il n'y a pas particulièrement d'accompagnement sur le sujet de la prédation pour ceux qui en ont réellement besoin. Si les sensibilités historiques ne sont pas forcément en adéquation avec le positionnement national, l'expérience des gens qui vivent là depuis 30 ans peinent à être valorisée.

« On n'arrive ni à transmettre ni à écrire ce qui a marché, ce qui a échoué, ce qui fonctionne toujours etc. »

« En fait lorsqu'un sujet est découvert, on ne prend pas le temps de rédiger un écrit sous couvert qu'on n'a pas le temps. »

Il y a d'ores et déjà eu un travail de valorisation piloté par le Cerpam qui ne s'inscrit toutefois pas nécessairement dans un vrai projet de prévention et d'accompagnement.

En matière de prévention, la Mutualité Sociale Agricole (MSA) joue un important rôle, hélas encore trop méconnu par les intéressés sur la question de la santé et de la sécurité.

Afin de comprendre les raisons de ces telles disparités de compréhension et d'intervention sur un sujet qui est devenu une vraie préoccupation de santé pour les éleveurs, il convient d'aller à la rencontre de ces professionnels mais également de ceux qui les entourent que ce soit leur famille, les bergers, les différents acteurs institutionnels d'aide, de régulation et de prévention.

2.1.2.3. Au plus près des situations vécues

▪ *Ce que les éleveurs ont compris de cette étude*

Interrogés sur la question, qu'ils soient dubitatifs ou non sur la finalité de cette étude, ils savent malgré tout que celle-ci vise à partager de manière formalisée, les impacts personnels, familiaux, psychosociaux sur la question de la prédation du loup,

« Démontrer qu'il y a une vraie population du loup, malgré les réticences encore trop nombreuses de ceux qui ne savent ou ne veulent pas savoir. »

Pour les éleveurs les plus sceptiques quant à la finalité de l'étude, ils expriment malgré tout au fond d'eux un petit espoir de quelque chose : «

« Ça ne changera rien mais bon... »

▪ *Les éleveurs*

Investis, « jusqu'au boutiste », les éleveurs sont des *bosseurs* acharnés, des *durs au mal* comme ils disent :

« On a été éduqué comme cela, boulot, boulot, boulot. Nos parents étaient éleveurs, on a tous repris le flambeau ma sœur, mon frère ... »

Les conditions de travail et d'exercice sont dès le départ pas toujours simples, quotidiennement souvent éprouvantes. Bon nombre ont besoin de contracter des crédits conséquents pour pouvoir travailler avec des outils confortables et aidants. Peur et passion s'entremêlent :

« On fait un métier de passion mais c'est hyper difficile »

Ce qui est exprimé c'est qu'avec le fait de travailler « *avec du vivant* », tout peut aller très vite de travers. C'est une interaction quotidienne de chaque instant entre l'éleveur, ses bêtes, la nature. **L'arrivée du loup dans ce paysage vient encore plus accentuer cette difficulté quotidienne jusqu'à parfois de manière quasi obsédante chez les éleveurs.**

La question des chiens rajoute à la charge psychologique des éleveurs et de leur famille. Ce sujet reste délicat du côté éleveurs comme du côté DDTM. Ces chiens de protection qui rentrent dans le protocole de protection, sont à eux seuls une contrainte significative. Souvent voire trop souvent sujets de troubles avec les randonneurs, certains agriculteurs vont même jusqu'à dire :

« Les Patou... c'est une catastrophe »

Même si selon ce qui ressort des études, c'est dans 90 % des cas la conséquence du comportement du randonneur vis-à-vis du chien (le chien de protection des troupeaux en l'occurrence), il n'en reste pas moins que le sujet reste prégnant et éprouvant pour tout le monde. Cela concourt à accentuer le clivage entre le vécu des éleveurs dans leur vie quotidienne et les préjugés du grand public vis-à-vis de l'activité pastorale finalement très peu compris.

Pour les éleveurs, cela reste un double problème :

« J'ai le souci du chien et j'ai le souci du loup, je ne quitte plus mes bêtes »

Dans cette double contrainte quotidienne, face à la prédation du loup vis-à-vis des troupeaux, la présence du chien est indispensable sinon :

« On ne se fait pas dédommager »

Le vécu de certaines familles quant à leur situation face à la prédation du loup peut être douloureux même là où ils ne pouvaient pas l'imaginer :

- Certains souhaitant communiquer sur les réseaux sociaux pour informer de ce à quoi ils étaient confrontés, ils ont très vite dû faire marche arrière, recevant des messages négatifs en retour, souvent véhéments,
- Certains enfants, voulant témoigner de ce qui avait pu les marquer au travers d'une rédaction scolaire ont pu se faire sermonner par leur enseignant jugeant leur retour d'expérience trop confrontant voire peu crédible pour les autres enfants.

Ce sentiment de « *parole empêchée* » est venu renforcer un comportement de taiseux tentant de maîtriser au mieux leurs émotions. Or celles-ci s'expriment autrement, tantôt par des excès de colère ou de repli sur soi, tantôt par des manifestations de somatisation du corps au moment d'évènements importants, comme l'agnelage.

Certains éleveurs restent amers quand ils pensent à la relève :

« Beaucoup de nos jeunes ne veulent plus suivre, trop dur selon eux. Ils veulent davantage s'orienter vers l'élevage de volailles, les métiers de maraichers etc. »

Malgré ce, il y a quand même de jeunes éleveurs rencontrés qui ont délibérément choisi ce métier qu'ils affectionnent particulièrement. Ceux-là corroborent la position de leurs anciens :

« J'ai cela dans les veines »

Ils sont motivés, souhaitent expérimenter différentes choses, poursuivre la tâche. Ils ont pu faire des études supérieures, « *aller voir ailleurs* », ils reviennent décidés, motivés, engagés.

Du côté du lien qu'ils peuvent entretenir entre eux, les éleveurs considèrent à regret de ne pas avoir assez le temps. Essayent-ils de s'en convaincre ? Toujours est-il que quand c'est nécessaire, quand il le faut, il peut y avoir une entraide solide et quasi instantanée.

▪ ***Ce qu'ils apprécient par-dessous tout :***

- L'amour de leur métier, ce sentiment est ténu.
- Également de pouvoir vivre dehors, au contact avec la nature.
- C'est aussi de gérer les bêtes, de s'en occuper quotidiennement.
- Le fait de ne pas avoir de patrons diront les plus indépendants.
- Résolument passionnés par leur métier, certains n'hésitent pas de faire la traite à la main.

« Le fromage est meilleur, il prend l'air ambiant sinon il reste confiné »

« Je suis bergère et c'est ma passion. »

« Si je devais recommencer... je serais bergère »

Les éleveurs ont souvent d'autres fonctions en même temps, par exemple louvetiers (*fonction civique d'auxiliaire de l'État chargés de conseiller quant aux problèmes posés par la gestion de la faune sauvage. Les louvetiers ont un rôle de médiateur, concourant également à la régulation et à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts. Pour l'occasion des battues sont organisées sous leur contrôle et sous leur responsabilité technique. Ils sont assermentés pour relever les infractions relatives à la police de la chasse (So : Préfecture Alpes Haute Provence).*

Ils peuvent également être membres de différents Conseils, de la Chambre d'Agriculture, du Parc du Mercantour, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, etc.

D'une manière générale les éleveurs sont et restent attirés par cette activité en marge. Le monde de l'élevage pastoral, le pastoralisme, cette notion d'élevage au milieu de la nature. Cette connexion au vivant a du sens. La raison d'être du pastoralisme à bien distinguer de l'élevage en tant que tel, c'est celle d'un élevage vertueux qui consomme le moins.

C'est pour elles et eux être attiré voire même passionné par ce mode d'élevage, un mode consommateur d'espaces naturels et de rien d'autre. C'est une vraie valeur, une vraie raison-d'être au sein de notre époque.

Or, dans le changement de pratiques d'élevage consécutif à la prédation, il y a une perte de sens par rapport au pastoralisme C'est une vraie raison d'être qui s'oppose à une obligation de devoir changer de pratiques d'élevage :

« J'ai monté un silo pour donner à manger aux bêtes, tu te rends compte ? »

La question existentielle qui taraude ces passionnés de leur métier, c'est d'être contraint « *d'anéantir* » le pastoralisme alors qu'en terme de production c'est la pratique la plus saine, la plus équilibrée et la plus écologique.

▪ ***Le rapport au loup***

Forts de ces retours d'expérience :

- Qu'en est-il de leur rapport au loup ?
- Comment le vivent-ils ?
- Quel est leur vécu, leur ressenti ?

Interrogés sur la prédation du loup, les éleveurs peuvent s'exprimer de manière catégorique :

« Notre région c'est la plus attaquée »

« Les brebis, on ne les quitte pas » : bergers tout le temps présents, parcs de protection avec les filets, chiens de protection etc.

Les jeunes éleveurs peuvent avoir une vision plus nuancée malgré le fait que d'assister à une attaque de loups reste éprouvante. Selon eux, cela fait partie de l'histoire, celle de devoir vivre avec ces animaux. Leurs anciens n'ont quant à eux *« pas connu cela »*, il est donc *« normal »* qu'ils soient plus déstabilisés qu'eux.

« Si nos anciens sont plus déstabilisés face à l'animal que nous, c'est qu'ils n'ont pas connu ça à leur début contrairement à nous »

« Lorsque cela t'arrive tu es seul au monde. »

« La première fois que cela m'est arrivé, j'ai pleuré pendant des heures, ma brebis ensanglantée dans les bras »

« Pendant un an cela m'a rendu fou, je suis allé voir un psy. Du côté des sentiments, et du financier c'est obsédant : je vais me faire attaquer, alors je ne dors pas... Et ça, c'est contraignant pour ma famille »

« Il y a 7, 8 ans, je faisais 45 constats d'attaque par an. Forcément cela joue sur le cerveau. Aujourd'hui c'est entre 14 et 15 constats par an »

Ces témoignages poignants sont légion chez les éleveurs comme chez les bergers.

Dans un double mouvement de répulsion et de fascination, le comportement du loup captive. L'observation de son comportement reste à chaque fois un enseignement. Qu'il soit positif ou négatif cet enseignement enrichi la compréhension des agissements de l'animal. Résolument intelligent, le loup sait s'adapter à son milieu.

« Le loup passe son temps à observer. Il connaît toutes nos odeurs. On s'aperçoit rarement quand ils arrivent. Ils arrivent plutôt quand les femmes sont seules d'ailleurs. »

Celles-ci d'ailleurs témoignent :

« Garder un troupeau avec une carabine c'est fatiguant car c'est extrêmement lourd »

« Progressivement, le loup repousse la limite de sa propre peur face à l'homme en venant le narguer sur son territoire. Là où avant il détalait, il peut désormais se contenter de reculer de quelques mètres et de continuer à observer. »

Certains témoignent :

« Avec les études sur le loup, il est constaté qu'il y a plus de loups qu'on ne le pensait. On va même jusqu'à penser que le loup se tourne désormais vers la faune sauvage. Comme s'il se « raisonnait » par rapport aux troupeaux ou peut être que cela semble devenir compliqué pour lui au quotidien et que les mesures de protection finissent par faire leur effet. Le loup s'attaquerait davantage aux cervidés et... aux sangliers. Et ceux-ci finissent par descendre dans les agglomérations... »

La réaction de certains éleveurs apparaît sans appel :

« Cela m'obsède, je pète une durite quand je vois cela »

Glissant dans une vigilance obsédante, de jour comme de nuit, certains ne dorment plus, ils font la garde, guettant le moindre bruit. Ce qui est devenu une épée Damoclès quotidienne, diurne et nocturne, contribue à entretenir une colère profonde :

« Si je découvre celui qui a introduit les loups, je... »

Ils témoignent de leur vécu à l'arrivée du loup, il y a 25 ans, 30 ans et de ce qui est devenu une posture militante, parfois vindicative mais :

« Il y a de quoi : les politiques se foutent de nous. Quant aux gens, ils ne connaissent pas notre métier alors ils se contentent de réagir sans savoir de quoi ils parlent. Les gens ne savent pas. »

En effet, peu mesurent qu' une attaque de loup engendre régulièrement des dommages collatéraux : C'est par exemple 50 agneaux perdus car il n'y a plus d'agnelage, les brebis sont trop stressées.

D'autres éleveurs en revanche, peuvent être distancés sur le sujet. Ils ne sont pas opposés au retour du loup, tout en reconnaissant que pour les éleveurs d'ovins c'est plus délicat... Malgré ce, certains témoignent mi cyniques, mi tristes :

« C'est en train d'entrer dans les habitudes. On se retrouve comme au moyen âge où, face à la prédation du loup, on a de cesse de dire : faites attention aux enfants ... »

▪ **Le retour d'expérience des bergers**

Du côté des bergers, ceux-ci confirment le vécu d'une attaque de loup, témoignant le trauma que suscite cette scène violente à laquelle ils ont tous assisté au moins une fois.

Ils affirment que leur métier reste compliqué, leurs conditions de travail restent aléatoires (logement, eau, rapatriement de vivres etc.).

« Il est vrai que les infrastructures ne sont pas au point dans la région. »

La reconnaissance de leur métier sur le plan salarial (reconnaissance, horaires, etc.) est loin d'être évidente. Ils tendent à se renseigner pour mieux connaître leurs droits d'autant qu'ils savent que, de plus en plus, leur présence devient indispensable.

Il semble ne pas encore exister de cadre contractuel bien au point ou clairement identifié vis-à-vis des bergers dans les Alpes Maritimes. Est-ce que dans d'autres régions comme en Haute Savoie, la Vanoise, le Parc des Écrins, les Pyrénées etc., ces aspects règlementaires sembleraient ou apparaîtraient plus évolués en faveur de leur métier ?

C'est selon eux, un métier qui n'a pas d'avenir mais « qu'ils adorent », tout en sachant qu'ils sont de plus en plus sollicités...

Ils apparaissent comme une population métier à la fois indispensable et encore en marge. Parfois dans une position vindicative, ils souffrent de manque de reconnaissance, également de problèmes de sexisme. Ils réproouvent le manque de communication notamment de la part des gardes de l'OFB qui, selon eux, les informent insuffisamment de la présence des loups.

2.1.2.4. Au niveau national et au sein des autres régions

Si la gestion de la prédation du loup semble "différenciée" d'une région à une autre pour s'adapter aux pratiques d'élevage et aux risques d'attaques, les mises en œuvre en Auvergne, Haute Savoie, Pyrénées, par exemple, apparaissent effectivement différentes.

Le nouveau Plan National d'Actions 2024-2029 sur le loup et les activités d'élevage promet des engagements. Il affirme « S'ancrer pleinement dans le réel. Réalité scientifique : celle de la conservation de l'espèce qui est désormais assurée. Réalité vécue par les éleveurs : celle de l'augmentation des attaques de loups qui mettent en danger les activités d'élevage, en particulier le pastoralisme, mais qui aussi créent des tensions légitimes et entretient un sentiment d'abandon. Ce PNA est donc celui d'un rééquilibrage pour concilier conservation de l'espèce et sauvegarde des activités d'élevage » (So - Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire - Communiqué de presse du 23 février 2024).

2.1.2.5. Quelques dispositifs et mesures d'aides évoquées avec les éleveurs

- **La Politique Agricole Commune (PAC)** contribue au versement de subventions accordée en fonction des troupeaux, notamment pour la prise en charge du salaire des bergers, l'entretien des chiens de protection etc. Elle ne fait pas l'unanimité auprès des éleveurs. Perçue comme étant distribuée « *n'importe comment* », elle suscite un sentiment d'iniquité au sein de la population métier, le triptyque salariés, clôture, chiens apparaissant comme trop enfermante et rigide pour les éleveurs.
- **La mesure 323C s'inscrivait** dans le cadre du [PDRH](#) : "Dispositif intégré en faveur du pastoralisme".

Elle vise à soutenir les actions assurant le maintien et le développement des activités pastorales. L'aide est ainsi accordée pour des projets d'opérations d'acquisition de matériel majoritairement collectifs à vocation pastorale, des actions nécessaires à la bonne conduite et à la protection des troupeaux, des actions de sensibilisation environnementale, de communication etc.

Or la mesure protection loup n'a pas bougé depuis 2013. En 5 plans, elle semble n'avoir ni changer, ni évoluer selon les allégations des éleveurs.

- **La Convention de Berne**, qui date de 1979, vise notamment à promouvoir la coopération entre les États signataires, afin d'assurer la conservation de la flore et de la faune sauvages (SO. Union Européenne 15 mai 2020)

En septembre 2023, la Commission Européenne propose de modifier le statut international du loup, qui passerait de « strictement protégé » à « protégé ». Elle présente ainsi une proposition de décision du Conseil visant à adapter le statut de protection du loup au titre de la convention internationale de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe.

La Commission continue d'exhorter les autorités nationales et locales à prendre les mesures nécessaires dans le cadre actuel, avec le soutien de l'UE, tout en leur donnant une perspective claire quant à une flexibilité accrue en matière de gestion si les possibilités existantes s'avèrent insuffisantes.

La présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré : « Le retour des loups est une bonne nouvelle pour la biodiversité en Europe. Mais la concentration de meutes de loups dans certaines régions d'Europe est devenue un véritable danger, en particulier pour le bétail. Pour gérer plus activement les meutes critiques de loups, les

autorités locales ont demandé davantage de flexibilité. (...). (So. Site Web de la Commission Européenne – Décembre 2023)

Certains éleveurs interrogés vont plus loin en spécifiant que si la prédation du loup est reconnue avoir un impact négatif sur la santé mentale et physique de l'homme ainsi que sur la faune, il convient de présenter une dérogation afin de pouvoir avoir recours à des tirs de manière plus régulière.

2.1.2.6. Les différents acteurs autour du pastoralisme, enjeux et missions

Les acteurs principaux à l'origine de cette étude, forts des contacts très variés qu'ils entretiennent avec les éleveurs ainsi qu'avec tous les interlocuteurs autour de cette thématique, posent un constat plein d'espoir

« Cela va très doucement mais cela avance »

Le départ de l'expression du besoin d'une étude remonte à 2021. Le préfet coordonnateur du plan national d'actions sur le loup de l'époque fait un travail de recensement sur les élevages prédatés. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer est alors sollicitée pour venir en appui aux élevages concernés. L'idée d'effectuer une analyse de vulnérabilité prend place à ce moment-là. Il s'agit d'une analyse portée d'abord de manière individuelle : l'éleveur, son contexte etc. puis d'élargir le tout à une dimension plus large c'est-à-dire les failles des dispositifs avec apports de préconisations.

La réussite de ce projet d'étude va être d'avoir mis l'ensemble des acteurs sur cette thématique. Autrement dit, montrer qu'un travail collectif était non seulement possible mais était en route. La visée de cette étude va être de formaliser l'ensemble des éléments, que les constats puissent faire référence avec des actions concrètes qui s'en suivront.

L'impact de la prédation du loup est une thématique sensible, politique et polémique, tantôt à envergure régionale, tantôt nationale, enfin aussi à dimension européenne. Sujet délicat et passionnant, il soulève un problème de fond, celui de la notion d'élevage dotée d'une vraie valeur environnementale et écologique :

« Anéantir le pastoralisme reviendrait à détruire une production qui est ce qu'il y a de plus sain dans le monde de l'élevage »

C'est aussi et surtout cela qui fait que les éleveurs s'indignent et que **ceux qui les accompagnent n'ont pas toujours les coudées franches pris dans des enjeux souvent contradictoires.**

Leurs difficultés sont nombreuses et viennent de plusieurs sources :

- Un premier fait avéré c'est que *« ce qui manque aux politiques, c'est la problématique du terrain »*. Face à ce qui peut être qualifié d'incompréhension des décideurs qui... n'écoute pas les sachants, se rajoute une réelle difficulté des éleveurs à pouvoir verbaliser les choses, malgré l'à propos de leurs constats et analyses ainsi que de leurs préconisations. Il y a ainsi une réelle difficulté à valoriser ce que vivent les agriculteurs concernés depuis maintenant 30 ans.
- Du coup, il peut être constaté qu'on refait *« toujours plus de la même chose »* faute d'écrits de retours d'expérience. Ce constat se voit et se fait dans d'autres régions nouvellement

confrontées à ce fléau, manquant de retour d'expérience de leurs collègues voisins, auquel se rajoute hélas une défiance propre au monde de l'élevage.

- Il est à rappeler toutefois, l'excellent travail de valorisation d'expérience a été réalisé par le Centre d'Etudes et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée (CERPAM), avec la parution d'une ouvrage en janvier 2013, élaboré et co-écrit par plusieurs acteurs tels que divers services pastoraux régionaux, des directions départementales des territoires des départements alpins avec, des contributions de la chambre d'Agriculture, des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie, et de l'Europe. L'objectif de cet ouvrage a été de constituer une véritable référence concernant les conditions techniques de la protection des troupeaux, leur adaptation aux différents contextes, leurs limites et leurs contraintes. (SO - Site WEB le CERPAM)

Parmi les acteurs concernés par la prédation du loup et son impact auprès des éleveurs, on retrouve :

- **Le projet européen LIFE WolfAlps** au sein duquel figure des éleveurs, des chasseurs et des associations de protection de l'environnement, de nombreuses organisations des secteurs du tourisme, de l'artisanat, de la conservation de la nature et de l'éducation.

Le projet s'engage à établir un dialogue constant entre chaque partie prenante pour permettre non seulement d'identifier les problèmes critiques liés à la présence du loup, mais aussi de discuter des solutions possibles à mettre en œuvre dans le but d'améliorer la coexistence entre les personnes et les loups.

Le titre du projet s'intitule « *Actions coordonnées pour améliorer la coexistence loup-humain au niveau de la population alpine* ». (So Site Web Life Wolfalps EU).

Selon les partenaires de ce projet européen :

« Travailler sur le Loup, c'est séduisant et en même temps c'est loin d'être simple surtout quand il s'agit de travailler pour l'État... »

La limite de cette association telle qu'elle est évoquée c'est d'être une association au service de l'État ET de la nature :

« On peut avoir une image de pro loups mais ce n'est pas nécessairement ni faux, ni vrai »

Il y a des controverses au niveau des chiffres, le fait de porter une étiquette de service de l'État entretient des positions paradoxales chez les contributeurs : « *entre ce qu'on voit, ce qu'on dit, ce qu'on comprend et ce qu'il faut faire* ».

Cet état de fait tend à se retrouver dans tous les pays où le recueil des chiffres est déterminant : au Canada pour les bisons, en Italie et en Autriche pour les chiffres du loup,

« Même sur les canards, cela pose problème »

Les contributeurs sont dans ces conflits éthiques permanents entre constater que oui il est possible de vivre en bonne intelligence avec l'animal et, en même temps ce n'est absolument pas évident car l'impact sur le bien être des éleveurs est réel

« Même ceux qui n'ont pas eu d'attaque ont peur »

La société a une compréhension superficielle du sujet :

« Avec ceux qui ne sont pas du monde rural, on est très loin du vécu. L'enjeu c'est d'arriver à faire comprendre aux éleveurs qu'il n'y a pas de solution miracle. Le problème du loup c'est, quand il arrive, il reste et c'est très difficile de l'éradiquer. »

Les partenaires partagent le fait que plus du temps est passé sur ce dossier de la prédation du loup, plus on constate résolument que c'est le politique et le scientifique qui décident. Qui plus est, le constat posé c'est qu'en France, les études sont insuffisamment mises en place

« On est mauvais pour mettre des études »

« Dès que quelqu'un veut se lancer dessus, il manque de reconnaissance. C'est à une structure de l'État de porter cela. »

« Pour exemple et dans d'autres pays, ce sont des fondations qui portent ces projets. En Italie, par exemple, chaque région a des marges de manœuvres grâce au concours des universitaires. En Suisse, en Espagne, en Slovénie c'est également plus facile. En revanche en Autriche c'est plus difficile, raisons culturelles dira-t-on. »

- La vision des **acteurs de la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer)** peut être identique à celle de LIFE WolfAlps : la recherche scientifique est insuffisante. C'est selon eux l'affichage politique qui reste primordiale avec de l'argent et de la protection nécessaires et indispensables mais insuffisants.

Le retour d'expérience des acteurs de la DDTM, autour de l'impact de la prédation du loup, c'est encore autre chose. Cette direction met en œuvre des outils de planification, d'aménagement, de contrôle et de protection, au service d'un développement durable, notamment dans les espaces fragiles (littoraux, maritimes, forestiers, naturels) ou source de conflits (périurbains).

Elle dispose de services dédiés au pastoralisme et plus particulièrement à la protection des troupeaux.

Pour se faire, il s'agit de prendre en charge la gestion des populations d'éleveurs. Dans la notion de gestion, il s'agit surtout d'un apport d'aide et de soutien auprès de cette population d'agricultures. Non seulement face aux attaques qu'ils peuvent subir au sein de leurs troupeaux, également en les aidant à bénéficier d'une prise en charge financière, mais aussi et surtout en leur fournissant un apport d'aide et de soutien face à la complexité des dispositifs administratifs, au logiciel de gestion qui manque fortement d'ergonomie etc.

La crise agricole (comprenant de nombreux points tels les revenus des agriculteurs, le prix des produits agricoles, le pacte vert européen etc.), retarde cruellement les délais d'instruction et impacte lourdement la charge mentale des acteurs de la DDTM en prise avec les éleveurs et/ou l'agence service de paiement.

Ils sont en permanence confrontés à des doubles contraintes : celles de devoir aider les éleveurs à pouvoir obtenir leurs aides (en faisant face et front à des directives informatiques complexes auxquelles ils n'arrivent pas à faire face de manière autonome) tout en devant respecter les exigences de délais et autres exigences de l'ASP et de leurs fonctions.

Transformés en « *assistance administrative* » dans leurs actions quotidiennes car sur sollicités par les éleveurs, les membres de ce service dédié, en sous-effectif permanent, souffre de ressources, de temps et de réseaux informatiques dégradés. Ils sont dans un travail en mode dégradé depuis de longs mois qui devient préoccupant.

La fatigue psychique et la démotivation sont exprimées. Leur motivation lors de leur prise de fonction, c'était de participer à des groupes de travail de politique publique, dans de la réflexion action, de l'expérimentation sur la protection des élevages ovins. La thématique du pastoralisme, le contact avec les éleveurs, le rapport avec la nature étaient leur cause.

Sans arrêt sur le qui-vive à gérer l'urgence, ils éprouvent un sentiment d'abandon de la part de leur institution. Cela génère également des tensions dans les équipes de travail.

- **L'Office Nationale des Forêts (ONF)** quant à elle repose sur 4 piliers l'exploitation des ressources, la dimension écologiste, la protection des biens et des personnes, l'accueil du public. Favoriser la

biodiversité c'est aussi devoir relever des infractions et c'est donc un équilibre à trouver entre tous ces enjeux d'activités :

C'est ainsi que l'ONF présente sa raison d'être, consciente de ces piliers complémentaires et divergents.

Ces acteurs peuvent dès lors être dans des positions alternatives où à la fois le loup est vu comme un équilibre (pour exemple il peut contribuer à diminuer les dégâts causés sur les jeunes arbres par les cervidés et ainsi concourir au problème de renouvellement des forêts qui est un sujet majeur dans le cadre du changement climatique) et, en même temps dans certains endroits il y a, selon eux, conflit d'usage, car là où l'homme est présent, ce dernier reste et doit rester au sommet de la chaîne alimentaire.

Enfin, si le retour du loup peut être vu comme un désastre pour l'équilibre écologique, le Patou en lui-même en est un autre qui n'est pas mesuré à sa juste valeur.

Dans le retour d'expérience des activités relatives au métier de technicien forestier ou territorial, la contrainte administrative reste lourde. Le fait d'avoir des hiérarchies fonctionnaires très éloignées des aspects opérationnels impactent le travail en ralentissant les décisions et les actions. La lourdeur administrative s'est amplifiée avec des procédures administratives de plus en plus pesantes qui plus est pilotées par des « *acteurs souvent éloignés des réalités du terrain* ».

La volonté politique actuelle de l'ONF consisterait à entrer dans une spécification des métiers. Cela peut présenter un risque réel car, en minimisant la précieuse vision généraliste du métier, celui-ci risque non seulement de se dénaturer mais va pousser les acteurs opérationnels à subir la double contrainte de devoir agir sur le terrain qui est la raison d'être de leur métier d'origine tout en devant consacrer un temps de plus en plus lourd à des lourdeurs de procédures qui les empêcheront tout bonnement de faire leur métier.

- Si la mission de la **Chambre d'Agriculture au niveau du conseil élevage** consiste à accompagner les éleveurs dans le diagnostic des gestations, les mesures de protection, l'identification des besoins en berger etc., elle ne peut que constater qu'au-delà de la charge de travail des éleveurs qui s'est accentuée avec l'arrivée du loup, la charge mentale et psychique ont également augmenté.

« Plus de boulot, plus de travail d'où l'embauche des bergers, l'éleveur doit également gérer les chiens (c'est 15 % d'embauche de bergers en plus et 25% de chiens). Sur la région des Hautes Alpes la confrontation avec les meutes de loups, c'est 12 mois sur 12 »

Les contributeurs de l'étude sont, quant à eux, très enthousiastes d'être acteurs d'une telle recherche-action.

En matière de prévention santé et sécurité, l'enjeu est de taille pour ceux qui sont investis dans leurs tâches d'action et de prévention vis-à-vis des acteurs pastoraux. Si les éleveurs ont leur mode de fonctionnement propre à eux, ce sont des populations « *dures au mal* » qui mettent du temps à éprouver les maux dont ils peuvent souffrir mais surtout à les accueillir

« Ils n'ont pas de signaux d'alerte minima ou souvent quand c'est trop tard... »

Aussi, leur venir en aide n'est pas tâche facile malgré une volonté sincère et investie de ceux qui s'y consacrent.

Pour les chercheurs de l'équipe, le fait de traiter d'un sujet qui tient compte à la fois de l'espèce protégée et des éleveurs permet d'apporter une vision complète et exhaustive. Factualiser les ressentis des éleveurs pour mettre des actions en partage et en discussion est un enjeu intéressant. Ainsi le regard à la fois quantitatif et qualitatif vise à donner une analyse à la fois de « *remise en contexte et de remise en perspective* ».

La partie de l'enquête relative aux éleveurs et bergers vise à répondre aux besoins d'écoute.

La partie dédiée aux données de pratiques pastorales va venir enrichir les différents angles visés :

- Si l'étude permet de mettre en lumière l'impact de la prédation sur le travail des éleveurs et l'activité pastorale, cela sera une étape considérable pour alerter sur le fait qu'il n'est plus possible de continuer d'exercer dans un tel cadre.

Les autres études avaient des visées plus limitées et moins globales que celle-ci. L'idéal étant de contribuer à un impact positif en faveur du territoire avec des axes de recommandations réalistes et atteignables, des actions à faire qui faciliteront la vie des éleveurs face à la prédation.

- Si les causes, telles qu'elles se dessinent, sont multifactorielles, l'intervention humaine est plus qu'indispensable pour que le milieu ne se referme pas. En d'autres termes, les troupeaux n'ont jamais pu entretenir un milieu ; il faut dès lors la main de l'homme.

Il est important de bien prendre en considération que la réglementation française sur le sujet date d'une période où il y n'y avait pas d'arbres

Les contributeurs de cette étude sont unanimes :

« Si la « solution magique » n'existe pas en tant que telle, l'objectif de ce projet consiste à faire émerger des choses qui n'ont jamais été pensées. »

2.1.2.7. Les attentes des éleveurs et des différents acteurs de la prédation et du pastoralisme

▪ Les éleveurs

Concernant les attendus de l'étude, il s'agit clairement pour la majorité des éleveurs interrogés que l'état de difficulté voire de détresse générée par le loup **puisse avoir une large diffusion**, auprès du grand public comme auprès des politiques.

Grace à une meilleure compréhension du loup mais pas que. Directement ou indirectement, ils attendent aussi une meilleure protection de l'éleveur en termes de reconnaissance et une aide -même si cela ne leur est pas donné- de type psychologique. Ils reconnaissent que les intervenants des différentes institutions qui les aident quand ils viennent sur le terrain, sont soutenant sur ce plan.

Ils sont soucieux que les instances qui les accompagnent aient plus de moyens notamment ceux d'une prise en charge du risque psycho social au sein de leurs équipes du fait de conditions de travail qui ne favorisent ni le bien-être ni l'efficacité par rapport à l'évolution de leur métier qui n'est absolument pas pris en considération en termes d'impact.

D'un point de vue *pratico pratique*, ils espèrent disposer de plus de moyens, compte tenu de l'évolution de leur métiers d'éleveurs : avoir par exemple plus de place et donc plus de moyens pour stocker du foin, avoir enfin accès au solaire grâce au projet Natura 2000 (projet de 2019 relatif à des installations photovoltaïques dans le département du 06

(SO – site Web Ecologie.Gouv), pouvoir aussi et enfin avoir plus d'accès aux tirs...

▪ *Les autres acteurs*

Au final il s'agit également et surtout de pouvoir **coordonner la synthèse d'un plan d'action** grâce au groupement de toutes les compétences requises et d'apporter un appui technique aux DDTM en termes de mise en œuvre des politiques du loup et du pastoralisme (tout en tenant compte des attentes spécifiques des différentes DDT)

Cette expérience « *heuristique* ² » doit favoriser :

- Le partage de l'ensemble des expériences vécues en matière de prédation tout en identifiant des marges où il peut y avoir des interprétations
- La transmission des pratiques utiles

Pour certains acteurs chercheurs, la dimension psychosociale est bien accueillie car elle représente, selon eux, un sujet qui jusqu'à présent a trop été laissé de côté. Elle doit contribuer à calmer et à apaiser les choses en faveur des éleveurs grâce au fait que les choses soient dites.

Selon les services santé au travail dédiés aux actions de prévention, faire en sorte que les agriculteurs aient davantage recours à leurs services seraient une vraie réussite. Conjointement au service sécurité, ils pourraient renforcer leur rôle de conseil et de prévention au niveau non seulement des installations mais également des hommes. Le dossier de reconnaissance avec Cap emploi (actions de formation et ou de reconnaissance de handicap le cas échéant) pourrait en être également grandement facilité.

2.2. Analyses d'impacts

2.2.1. Les impacts identifiés

Parmi les plus identifiés :

- Un **impact physique et psychologique**, c'est d'abord ce que subissent les éleveurs touchés par une attaque de loup.

De nombreuses études dont celles de l'INRAE Occitanie Toulouse financée par la Caisse Centrale de la Mutualité Agricole (« *Étude socio anthropologique des effets de la présence des loups sur la santé des éleveurs et des bergers* »), et le mémoire « Les éleveurs bergers face au loup, une histoire d'Homme » du Docteur Pascale JEUILLY de la MSA, exposent de manière étayée les répercussions profondes et durables qu'entraînent cette prédation.

Les « Morsures invisibles » : Reportage et étude menés par des scientifiques de l'INRAE Occitanie Toulouse en partenariat avec la MSA sur les effets des attaques sur la santé des éleveurs et des bergers) :

(...) « *Expérience traumatisante, personnelle, voire intime à laquelle s'ajoute un sentiment de solitude face à cette menace qui les dépasse.* »

(...) Il y a également le surmenage, cette impression de ne plus faire son travail correctement, d'être incompris. Autant de facteurs qui pèsent sur la santé des éleveurs et bergers faisant face au problème de la prédation du loup sur leurs troupeaux (...)

(...) Il y a ce qui ne se voit pas, ce qui ne se dit pas. Ces "morsures invisibles" qui impactent psychologiquement, de façon indirecte et bien au-delà de la sphère professionnelle, éleveurs et bergers ».

(So – Site Web France Info – 062022)

Ce qui est exprimé, c'est que malgré l'impact de la douleur psychologique jusqu'à parfois la somatisation, c'est le manque de compréhension du grand public qui heurte.

« Qu'est-ce que vous vous en foutez, vous allez être remboursé »

Cette phrase illustre parfaitement l'écart de compréhension du vécu des éleveurs pris dans leur souffrance, leur humiliation, leur incompréhension, ainsi que le retour qui peut leur être fait.

- **La vie familiale, la vie sociale, la vie tout court en sont profondément bousculées.** L'obsession quotidienne qu'ils entretiennent vis-à-vis de ce fléau a des retombées dans leur équilibre de vie.
- C'est ensuite un conflit de valeur et de loyauté auquel se confrontent les éleveurs face à leurs situations quotidiennes. Cela engendre un impact profond dans la raison d'être de leur identité voire de leur dignité.

« Demander de l'aide ? On n'est pas éduqué comme ça, on ne sait pas faire. On est en train de tuer le pâturage on fait des silos ... »

Au-delà de cela, des **retombées qui peuvent apparaître moins significatives viennent malgré tout encombrer leur charge mentale**, jusqu'à avoir des répercussions qui se superposent « au reste ».

Ce sont par exemple :

- Les changements d'habitude comme parquer ou déplacer les bêtes dans d'autres régions, qui ont des conséquences coûteuses financièrement et psychologiquement. La création de silos souvent évoqué, pour nourrir les animaux qui représente une rupture certes d'adaptation mais tellement contre nature à leurs usages ancestraux.
 - C'est aussi la contrainte administrative, aux règles procédurales qui sont devenues tellement omniprésentes et lourdes.
- La nécessité systématique de la présence des bergers est une nouvelle donne qui vient renforcer les contraintes auxquelles ils doivent se plier. Outre la réelle difficulté à trouver ces professionnels, les jeux de négociation, les règles salariales doivent désormais être maîtrisés. Ce qui n'est guère acquis aux vues des us et coutumes des agriculteurs.
 - Reste la question de l'embroussaillage des montagnes où face à ces débats, le risque de la disparition du pastoral peut être réel au nom du principe écologique.

2.2.2. Risques psychosociaux

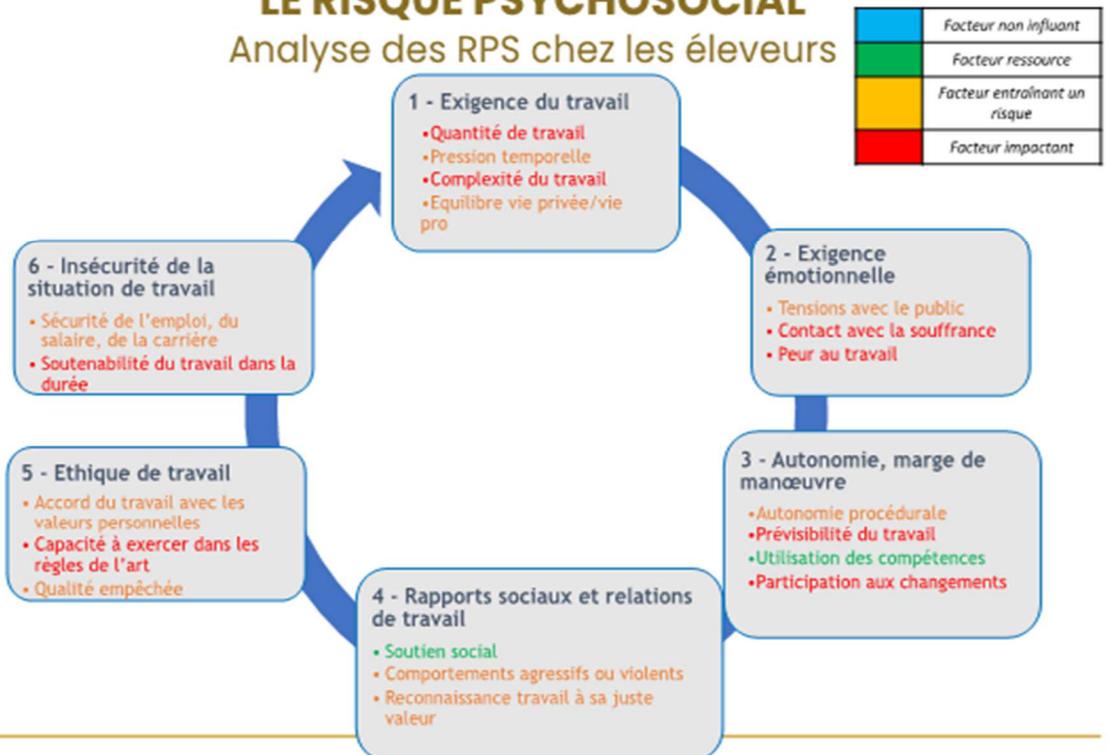


LE RISQUE PSYCHOSOCIAL Analyse des RPS chez les éleveurs

Le modèle Gollac pour l'identification des facteurs des risques psychosociaux



LE RISQUE PSYCHOSOCIAL Analyse des RPS chez les éleveurs



L'analyse met en lumière plusieurs risques psychosociaux majeurs liés à la prédation du loup dans les Préalpes de Gourdon :

☞ Les **facteurs impactants** et les **facteurs de risque** désignent les éléments du contexte de travail susceptibles d'avoir une influence sur la santé physique, mentale ou sociale des personnes au travail.

Un **facteur impactant** est un élément qui agit concrètement sur la situation de travail, qu'il soit positif ou négatif (par exemple : un changement d'organisation, une surcharge ponctuelle, une perte de repères managériaux).

Un **facteur de risque**, quant à lui, est un élément qui augmente la probabilité de survenue d'un dommage ou d'une souffrance au travail (comme une pression constante, une ambiguïté des rôles, ou une absence de soutien).

La notion d'**impact** renvoie à ce qui est effectivement vécu ou constaté (stress, tensions, désengagement), alors que la notion de **risque** désigne une possibilité de survenue de ces effets, si aucun ajustement ou prévention n'est mis en œuvre.

▪ *Exigence du travail*

- **Quantité et complexité du travail (facteurs impactants)** : La charge de travail accrue liée à la surveillance du troupeau, aux démarches administratives pour les indemnisations et aux stratégies de protection (parcs, chiens de protection) accentue la pénibilité.
- **Pression temporelle et équilibre vie pro/perso (facteurs de risque)** : La surveillance nocturne et la vigilance permanente empiètent sur la vie privée, augmentant l'épuisement.

▪ *Exigence émotionnelle :*

- **Contact avec la souffrance et peur au travail (facteurs impactants)** : La détresse face aux attaques et la peur de nouvelles prédatons génèrent du stress chronique et des troubles du sommeil.
- **Tensions avec le public (facteur de risque)** : Les débats autour de la cohabitation avec le loup exacerbent les tensions entre éleveurs, administration et associations, générant un sentiment d'incompréhension et d'isolement.

▪ *Autonomie et marge de manœuvre :*

- **Prévisibilité du travail et participation aux changements (facteur impactant)** : L'incertitude permanente sur l'évolution des attaques et le manque d'implication des éleveurs dans les décisions publiques (mesures de protection, indemnisations) génèrent un sentiment de perte de contrôle.
- **Autonomie procédurale (facteur de risque)** :
→ Les éleveurs doivent suivre des protocoles stricts pour déclarer les attaques, obtenir des indemnisations et appliquer des mesures de protection imposées (clôtures spécifiques, chiens de protection), sans réelle marge de manœuvre pour adapter ces règles à leur contexte. Cela génère une frustration et un sentiment de dépossession de leur métier.

- Utilisation des compétences (**facteur ressource**) :
→ Malgré ces contraintes, le métier d'éleveur mobilise un savoir-faire technique et traditionnel (gestion des troupeaux, adaptation au territoire, prise en compte du comportement animal), ce qui est source de valorisation et de motivation.

▪ *Rapports sociaux et relations de travail*

- Soutien social (**facteur ressource**) :
→ L'entraide entre éleveurs constitue un rempart face aux difficultés. Des groupes d'échanges informels ou des collectifs d'éleveurs permettent de partager des solutions et de briser l'isolement.
- Comportements agressifs ou violents (**facteur de risque**) :
→ Les tensions avec l'administration, les associations de défense du loup et parfois même entre éleveurs créent un climat conflictuel. Certains éleveurs subissent des pressions sociales, du harcèlement en ligne ou des tensions locales, renforçant leur mal-être.
- Reconnaissance du travail à sa juste valeur (**facteur de risque**) :
→ Un sentiment de non-reconnaissance est fréquent, tant de la part des pouvoirs publics (perception d'un manque de soutien concret) que du grand public, qui peut parfois minimiser leurs difficultés ou les accuser de ne pas suffisamment s'adapter à la présence du loup.

▪ *Éthique du travail et qualité empêchée*

- Adéquation entre le travail et les valeurs personnelles (**facteur de risque**) :
→ Les éleveurs exercent leur métier par passion et attachement au territoire. La prédation du loup met en péril cet équilibre en remettant en question leur vision du métier (perte de bêtes, nécessité de recourir à des moyens de protection contraignants, rupture avec la tradition du pastoralisme).
- Qualité empêchée (**facteur de risque**) :
→ L'incapacité à protéger correctement les troupeaux et à garantir le bien-être animal (pertes, stress des bêtes, mutilations) crée un sentiment d'échec et de souffrance morale.
- Capacité à exercer son travail dans les règles de l'art (**facteur impactant**) :
→ L'élevage implique une transmission de savoir-faire et des pratiques ancestrales. L'introduction de nouvelles contraintes (chiens de protection, parcs électrifiés, surveillance accrue) transforme le métier et altère la fierté professionnelle.

▪ *Insécurité de la situation de travail*

- Sécurité de l'emploi et de la carrière (**facteur de risque**) :
→ La rentabilité des exploitations est fragilisée par la prédation et le coût des mesures de protection, ce qui peut remettre en question la viabilité de l'élevage et pousser certains à l'abandon.
- Soutenabilité du travail dans la durée (**facteur impactant**) :
→ Le stress permanent, la fatigue physique due aux gardes nocturnes, et le manque de perspectives d'amélioration rendent le métier de plus en plus difficile à tenir sur le long terme, en particulier pour les jeunes générations.

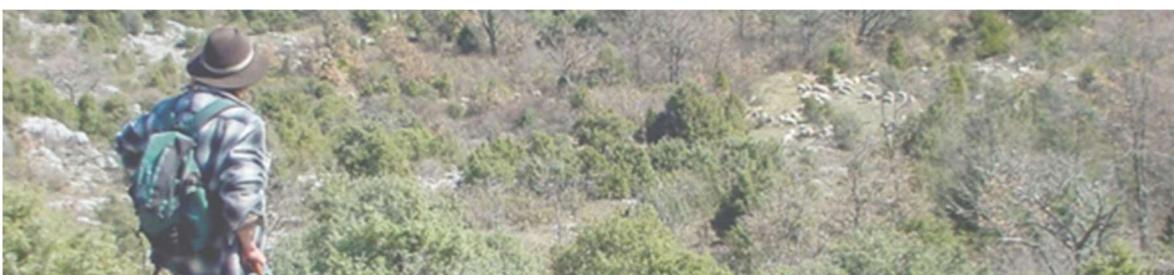
☞ Les contraintes administratives et réglementaires **limitent l'autonomie** des éleveurs, générant un stress supplémentaire.

Les relations sociales sont **paradoxaes** : le soutien entre pairs est une ressource clé, mais les tensions avec d'autres acteurs (État, écologistes, grand public) accentuent le mal-être.

L'altération du sens du métier et l'impossibilité de bien faire son travail sont des **facteurs de souffrance psychologique forts**.

L'insécurité économique et l'usure physique et mentale rendent l'avenir incertain pour de nombreux éleveurs.

3e PARTIE



| Conclusions et préconisations

3. Conclusions

Si l'étude révèle une forte exposition des éleveurs et bergers à plusieurs risques psychosociaux liés à la prédation du loup, **voici les principaux éléments d'analyse qui ressortent avec une approche systémique des impacts**

PRINCIPAUX ELEMENTS D'ANALYSE AVEC APPROCHE SYSTEMIQUE DES IMPACTS				
<i>Travail sous contrainte et charge mentale élevée</i>	<i>Émotionnellement éprouvant et psychologiquement usant</i>	<i>Déséquilibre entre engagement et reconnaissance</i>	<i>Isolement et relations de travail sous tension</i>	<i>Insécurité et avenir incertain</i>
<p>Les exigences du travail (quantité, complexité, pression temporelle) combinées à une autonomie procédurale réduite créent une charge mentale intense.</p> <p>L'augmentation des tâches administratives et des stratégies de protection réduit leur capacité à exercer leur métier de manière autonome, générant un stress chronique et un sentiment d'impuissance</p>	<p>Contact avec la souffrance, peur au travail : Les attaques génèrent un traumatisme récurrent (perte d'animaux, sentiment d'échec, isolement), alimentant une détresse émotionnelle.</p> <p>Tensions avec le public : La confrontation avec les opinions publiques opposées, le manque de reconnaissance des difficultés vécues et le sentiment d'être jugé aggravent l'usure psychologique.</p>	<p>Reconnaissance insuffisante : Malgré des efforts accrus (protection des troupeaux, alerte permanente), la reconnaissance sociale et institutionnelle est jugée insuffisante.</p> <p>Adéquation travail-valeurs et qualité empêchée : La prédation remet en cause le sens du métier (perte d'animaux, impossibilité de bien travailler), ce qui peut mener à de la désillusion et un épuisement moral.</p>	<p>Soutien social en tant que ressource : Les réseaux d'entraide entre éleveurs sont essentiels pour maintenir une résilience collective.</p> <p>Agressivité et tensions : Les tensions avec l'administration et les désaccords entre éleveurs sur les solutions à adopter (cohabitation vs. régulation du loup) nuisent au climat social.</p>	<p>Sécurité de l'emploi et de la carrière : L'incertitude liée à la viabilité économique des exploitations impacte la motivation à poursuivre l'activité.</p> <p>Soutenabilité du travail dans la durée : L'usure physique et mentale combinée à un travail toujours plus exigeant rend la poursuite du métier incertaine, notamment pour les jeunes générations.</p>

Nous sommes dans un contexte sociétal où la succession et l'enchaînement de situations paradoxales complexifient la mise en œuvre de propositions sur le sujet de la prévention de la prédation :

- Complexité des aides et de la difficulté matérielle à les obtenir pour les éleveurs sans compter que leurs conditions d'obtention peuvent entrer en conflit avec les valeurs de leur métier,
- Complexité des acteurs des instances d'aide et de contrôle en prise avec des conditions et des directives de travail qui rendent leurs tâches difficiles voire maltraitantes de par les enjeux paradoxaux générés,
- Complexité des différents Pouvoirs qui produisent une multitude de démarches pertinentes (constats comme actions) mais qui pour autant ne permettent pas d'avancer nécessairement sur le sujet,
- Complexité des éleveurs qui souffrent mais qui peinent à se faire aider « *au bon endroit* »,
- Complexité des structures de prévention qui peuvent se surinvestir dans une volonté d'agir mais qui restent déçus par l'insuffisance de prise en considération de leurs démarches par les intéressés eux-mêmes.

Il y a des risques psychosociaux avérés chez les éleveurs. Plusieurs études autres que celle-ci l'ont montré et démontré (cf. Bibliographie). Ce métier de passion et de noblesse, celui du pastoralisme est fortement éprouvé par la prédation du loup.

Les relations de travail entre éleveurs et les acteurs qui interagissent avec eux doivent avoir des portées les plus efficaces possibles pour qu'une régulation se fasse en faveur de l'amélioration des conditions de travail du pastoralisme, notamment face à la prédation du loup.

Or, si les risques psychosociaux c'est-à-dire l'ensemble des risques inhérents à l'exercice du travail sont avérés chez les éleveurs, il y a des indicateurs significatifs de risques également chez les acteurs qui les accompagnent au sein de leurs institutions.

Cette question préoccupante doit être prise en considération afin que des mesures préventives puisse être étudiées et mises en œuvre au plus tôt.

Le risque psychosocial s'appréhende au regard d'un ensemble de facteurs qui conjuguent les exigences de travail, l'autonomie (marges de manœuvre et compétences), la qualité des liens professionnels (collègues et hiérarchie), la reconnaissance, les valeurs/le sens du travail, etc. Ces facteurs sont interconnectés et peuvent avoir une incidence sur le stress au travail, soit en compensant les effets des uns et des autres, soit en les amplifiant, selon leur combinaison.

L'entrée dans la souffrance au travail est déterminée par un **déséquilibre important entre facteurs de risque** (fortes exigences de travail, déni de reconnaissance du travail, mépris social, faible marge de manœuvre, conflit de valeurs éthiques, déséquilibre entre vie privée et vie professionnelle, etc.) **et facteurs de compensation ou de réduction des risques** (soutien managérial, sentiment de respect, solidarité entre pairs, sens du travail, reconnaissance du travail, forte autonomie, etc.). Il est indéniable que des facteurs d'ordre privé ont également un impact, bien que ceux-ci ne relèvent pas du champ du diagnostic.

La psychologie du travail montre que le bien-être au travail passe par la possibilité de bien faire son travail, selon des critères de qualité auxquels les salariés/acteurs adhèrent, et d'être reconnu pour cela. Ainsi, la **qualité empêchée et l'absence de débat sur la qualité du travail**, dont les conceptions sont différentes selon les positions occupées, peuvent être l'objet de conflits et **sont des facteurs essentiels de risques psychosociaux.**

Pour cette raison, il est important de préciser que l'analyse porte avant tout sur le ressenti des conditions de travail. Le diagnostic repose sur **la mise en avant des facteurs de risques et des points de vigilance**, en tenant compte de l'organisation du travail et des facteurs de protection qui ont été soulignés par les intéressés.

Sur le plan des politiques, nombreuses sont les études et les projets sur le sujet des engagements politiques qui apparaissent étayés et volontaires tels que :

Le Plan National d'Actions 2024/2029 – Loup et activités d'élevage du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

&

L'Étude parangonnage (harmonisation de bonnes pratiques) sur la politique publique du loup demandée par les Ministres en charge de l'Agriculture et de l'Écologie

Les politiques se voient pourtant reprocher d'insuffisamment connaître le terrain avec des résultats d'études insuffisamment exploités ou mise en œuvre.

Or il va bien falloir précisément se pencher sur les questions de prévention et s'inscrire davantage dans une logique de prévention primaire³ plutôt que secondaire ou tertiaire comme c'est trop souvent le cas. Il s'agit ni plus ni moins des fondements même de mise en œuvre en matière de prévention des risques psycho sociaux. La prévention primaire devant permettre d'enrayer le risque à sa source par des actions qui auront été conjointement décidées.

Fort de ces constats, le problème de fond ne vient pas des idées, propositions et actions mais de leur mise en œuvre.

Qu'est ce qui entrave la mise en œuvre ?

Il y a des plans d'actions à la fois complémentaires et hétérogènes qui semblent ne pas se rejoindre vers « l'agir ».

A partir du moment où il semble que les parties prenantes sont toutes d'accord sur le sujet c'est-à-dire l'impact de la prédation sur le pastoralisme il faut entreprendre en collaborant.

4. Préconisations

4.1. Finalité de l'étude

La finalité de cette étude reste qu'elle puisse aboutir à la mise en œuvre d'actions concrètes dans une logique de co-construction avec l'ensemble des acteurs concernés.

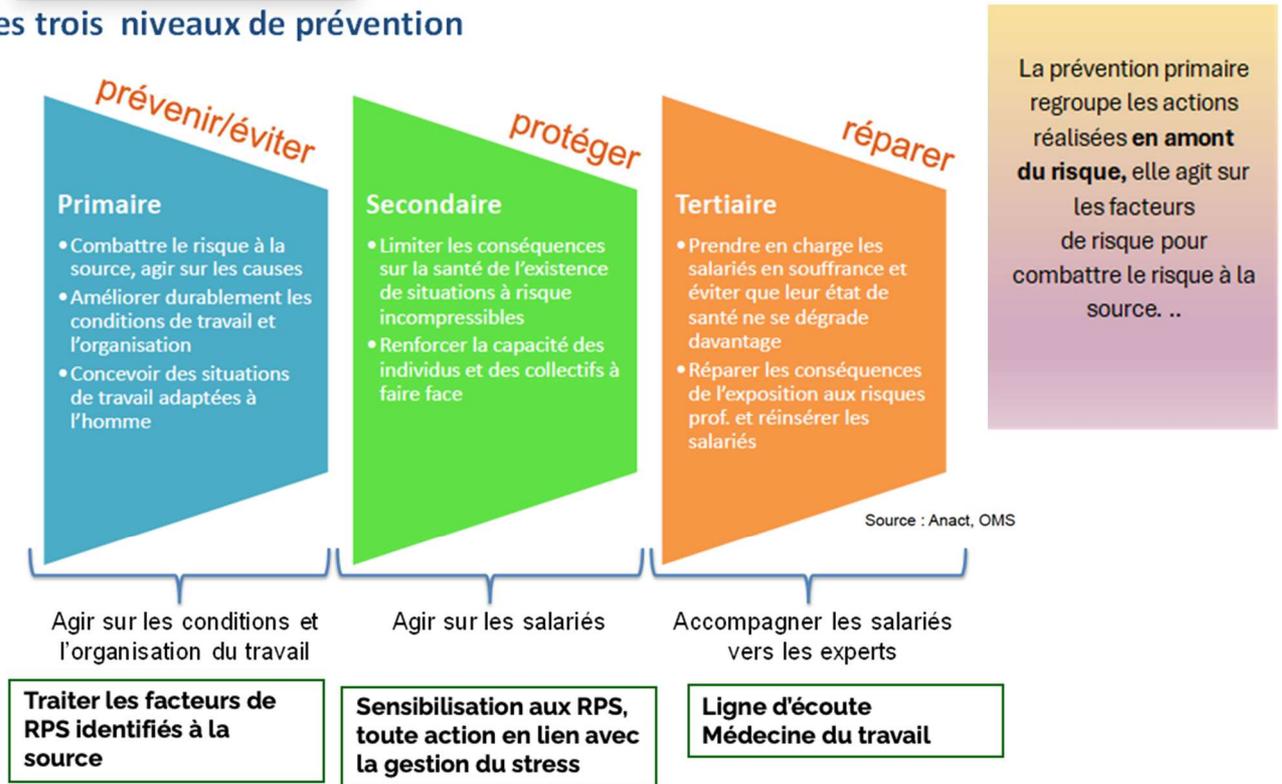
Un certain nombre de préconisations et pistes d'actions peuvent d'ores et déjà être présentées :

1. Comprendre les enjeux de la prévention primaire à mettre au cœur des préconisations
2. Créer un collectif de travail pluridisciplinaire
3. Lancer des actions de lobbying
4. Accompagner les relations de travail éleveurs/bergers
5. Poursuivre l'accompagnement d'aide, de sécurité, rôle de la MSA
6. Diagnostiquer les rps au sein de certaines institutions

7. Autres actions ...

4.1.1. Comprendre les enjeux de la prévention primaire

Les trois niveaux de prévention



4.1.2. Créer un collectif de travail pluridisciplinaire

Afin de poursuivre et de maintenir un projet d'accompagnement quant aux différentes préconisations retenues, il est important de créer un collectif de travail pluridisciplinaire venant enrichir la dynamique des actions qui seront déployées

▣ La diversité des points de vue et des expériences au sein d'une équipe pluridisciplinaire renforce ses capacités de résolution de problèmes. L'exploitation de compétences et de connaissances de différentes disciplines, permet l'émergence de solutions créatives. L'équipe pluridisciplinaire doit être dirigée avec soin pour assurer un bénéfice maximal, La collaboration impliquant intrinsèquement un objectif autour duquel les membres se rallient ou se concentrent.

4.1.3. Action de lobbying

Cette action est intéressante pour davantage faire connaître la situation auprès du grand public et autres différents acteurs et de les sensibiliser

Si le lobby, ou groupe d'intérêt, consiste à promouvoir et défendre des intérêts en exerçant une influence. Il s'agit dès lors de mobiliser des acteurs devenant parties prenantes du sujet, d'influencer

des décisions publiques pour défendre l'intérêt sectoriel, également d'éclairer des décideurs qui ne peuvent pas tout voir de la situation.

☛ « C'est dans le secteur agricole que le lobbying est le plus important »
(So .Vie Publique - 2023)

Cf. PJ annexe . 1 – Lobbying

4.1.4. Accompagner les relations de travail éleveurs/bergers

Il s'agit d'accompagner la nécessaire collaboration du binôme éleveur/berger afin de l'enrichir, de l'aider au mieux à trouver les bonnes modalités de fonctionnement.

4.1.5. Rôle de la MSA

Poursuivre voire intensifier son accompagnement d'aide et de sécurité auprès des éleveurs et des bergers, des acteurs institutionnels également.

4.1.6. Effectuer un diagnostic RPS au sein de certaines institutions

Le risque psychosocial s'appréhende au regard d'un ensemble de facteurs qui conjuguent les exigences de travail, l'autonomie (marges de manœuvre et compétences), la qualité des liens professionnels (collègues et hiérarchie), la reconnaissance, les valeurs/le sens du travail, etc. Ces facteurs sont **interconnectés** et peuvent avoir une incidence sur le stress au travail, **soit en compensant** les effets des uns et des autres, **soit en les amplifiant**, selon leur combinaison.

L'entrée dans la souffrance au travail est déterminée par un **déséquilibre important entre facteurs de risque** (fortes exigences de travail, déni de reconnaissance du travail, mépris social, faible marge de manœuvre, conflit de valeurs éthiques, déséquilibre entre vie privée et vie professionnelle, etc.) et **facteurs de compensation** ou de réduction des risques (soutien, sentiment de respect, solidarité entre pairs, sens du travail, reconnaissance du travail, forte autonomie, etc.). Il est indéniable que des facteurs d'ordre privé ont également un impact, bien que ceux-ci ne relèvent pas du champ du diagnostic.

Le bien-être au travail passe par la possibilité de bien faire son travail, selon des critères de qualité auxquels on adhère, et d'être reconnu pour cela. Ainsi, la qualité empêchée et l'absence de débat sur la qualité du travail, dont les conceptions sont différentes selon les positions occupées, peuvent être l'objet de conflits et sont des facteurs essentiels de risques psychosociaux.

☛ Pour cette raison, il est important de préciser que l'analyse porte avant tout sur le ressenti des conditions de travail. Le diagnostic repose sur la mise en avant des facteurs de risques et des points de vigilance, en tenant compte de l'organisation du travail et des facteurs de protection qui ont été soulignés par les intéressés. Ces derniers devant servir de socle à un plan de prévention des risques psychosociaux.

4.2. Axes d'approfondissement et pistes d'actions

Si la mise en œuvre d'actions concrètes doit s'inscrire dans une logique de co-construction avec l'ensemble des acteurs concernés, les propositions d'aménagements concrets, que ce soit en matière de **soutien psychologique**, **d'amélioration des conditions de travail** ou **de médiation entre acteurs du territoire** sont à prendre en compte

☛ Ces propositions visent à atténuer la pression sur les éleveurs en renforçant les **soutiens directs**, en favorisant des **stratégies de résilience** et en améliorant la **gestion des conflits** autour de la présence du loup. L'articulation entre ces trois axes est essentielle pour un impact

RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE SOUTIEN	RENFORCEMENT DES STRATEGIES DE RESILIENCE DES ELEVEURS	AMELIORATION DES RELATIONS ET DE LA GESTION DES CONFLITS
<p>S'assurer que les éleveurs et bergers disposent d'un appui réel pour faire face aux impacts psychosociaux.</p> <p><u>Soutien psychologique et accompagnement humain :</u></p> <p>-Création ou renforcement de dispositifs d'écoute : Ligne d'écoute spécialisée pour les éleveurs en détresse (modèle inspiré des dispositifs agricoles pour le suicide).</p> <p>-Interventions de psychologues du travail en milieu agricole : Séances individuelles ou</p>	<p>Identifier et de diffuser les pratiques qui permettent aux éleveurs de mieux faire face aux contraintes liées à la prédation.</p> <p><u>Meilleure anticipation et adaptation des pratiques :</u></p> <p>-Optimisation des dispositifs de protection : Capitalisation sur les expériences réussies pour limiter les attaques et améliorer la qualité de vie (par exemple, modèles efficaces de gardiennage nocturne).</p> <p>-Développement de solutions collectives : Groupements d'éleveurs pour la surveillance</p>	<p>L'objectif est d'apaiser les tensions entre les différentes parties prenantes (éleveurs, pouvoirs publics, associations écologistes).</p> <p><u>Mise en place d'un dialogue structuré :</u></p> <p>-Créer des instances de médiation : Regroupant éleveurs, élus, associations et administration pour co-construire des solutions.</p> <p>-Développer des concertations locales : Débats citoyens et réunions pour faire émerger des décisions partagées.</p>

<p>collectives pour libérer la parole sur les tensions et souffrances vécues.</p> <p>-Groupes de parole ou ateliers de résilience : Partage d'expériences pour renforcer le soutien mutuel et briser l'isolement.</p> <p><u>Allègement de la charge administrative et financière :</u></p> <p>-Simplification des démarches d'indemnisation : Réduire les délais et la complexité des dossiers après une attaque.</p> <p>-Aides financières pour sécuriser les troupeaux : Soutien accru pour le financement des chiens de protection, clôtures adaptées et surveillance renforcée.</p> <p><u>Valorisation et reconnaissance du métier :</u></p> <p>-Mise en avant du rôle des éleveurs dans la gestion des territoires : Sensibilisation du grand public sur leur rôle écologique et économique.</p> <p>-Amélioration de la reconnaissance institutionnelle : Présence des éleveurs dans les instances de décision sur la gestion du loup.</p>	<p>mutuelle ou la mise en commun de moyens de protection.</p> <p><u>Maintien et renforcement du réseau social :</u></p> <p>-Encourager les échanges entre éleveurs : Formation de groupes d'échange pour partager des stratégies et rompre l'isolement.</p> <p>-Rapprocher les éleveurs et les acteurs locaux : Mise en place de médiations avec les acteurs environnementaux pour réduire les tensions.</p> <p><u>Soutien au développement de compétences et diversification :</u></p> <p>-Formations pour améliorer la gestion du stress et des conflits : Sessions sur la gestion des tensions avec l'administration et le public.</p> <p>-Diversification des revenus : Encourager des activités complémentaires (écotourisme, transformation locale des produits) pour limiter la dépendance au revenu de l'élevage.</p>	<p><u>Réduction des tensions avec le grand public :</u></p> <p>-Campagnes de sensibilisation sur les réalités du métier : Témoignages d'éleveurs pour mieux faire comprendre les difficultés de cohabitation avec le loup.</p> <p>-Communication sur les efforts réalisés : Valorisation des bonnes pratiques mises en place par les éleveurs en matière de protection des troupeaux.</p> <p><u>Meilleure coordination entre acteurs institutionnels</u></p> <p>-Clarification des rôles et responsabilités des institutions : Éviter la multiplication des interlocuteurs et améliorer la réactivité en cas d'attaque.</p> <p>-Mise en place de dispositifs d'alerte et d'intervention plus efficaces : Réduire les délais de réaction après une attaque.</p>
--	---	--

Bibliographie

- Doré, A., & Nicolas, F. (2022). "Face aux loups : Étude socio-anthropologique des effets de la présence des loups sur la santé des éleveurs et bergers." avenir-agricole-ardeche.fr+3confederationpaysanne.fr+3inrae.fr+3 -> Cette étude approfondit les impacts psychosociaux de la présence du loup sur les professionnels du pastoralisme, abordant notamment le stress, le surmenage et les relations conflictuelles.
- Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires. "Plan National d'Actions 2024/2029 - Loup et activités d'élevage." -> Ce plan détaille les mesures prévues pour concilier la présence du loup avec les activités d'élevage, incluant des actions de protection des troupeaux, d'indemnisation et de suivi de la population lupine.
- Parc de Courzieu. "Que représente le loup." parc-de-courzieu.fr -> Cet article explore les différentes symboliques associées au loup à travers les cultures, le présentant tantôt comme un emblème de la biodiversité, tantôt comme un prédateur redouté.
- La Fontaine, J. de. (1668). "Le Loup et l'Agneau." fr.wikipedia.org -> Cette fable classique illustre la perception du loup comme un prédateur féroce et injuste, symbolisant la loi du plus fort.
- INRAE. "Face aux loups, quels effets sur la santé des éleveurs et bergers." avenir-agricole-ardeche.fr+3inrae.fr+3confederationpaysanne.fr+3 -> Cet article présente les conclusions d'une étude sur les conséquences de la présence du loup sur la santé mentale et physique des éleveurs et bergers, mettant en lumière des facteurs tels que le surmenage et le sentiment de solitude.
- Confédération Paysanne. "Loups et élevages : faire face à la prédation !" confederationpaysanne.fr - -> Ce document aborde les défis posés par la prédation du loup sur l'élevage extensif et propose des stratégies pour y faire face, tout en soulignant les impacts sur la santé des éleveurs.
- CERPAM. (2013). "Valorisation d'expérience sur la gestion de la prédation du loup." -> Cet ouvrage du Centre d'Études et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée compile des expériences et des stratégies mises en place pour gérer la prédation du loup sur les troupeaux.
- *Le loup en questions* de Jean-Marc Moriceau

ANNEXE 1 – Actions de lobbying

Les actions de lobbying peuvent être un **levier stratégique** pour influencer les décisions politiques et institutionnelles concernant la gestion du loup et la reconnaissance des impacts psychosociaux sur les éleveurs.

Quelle pourrait être une telle démarche ?

1. Objectifs du lobbying pour les éleveurs

Le lobbying permettrait de **faire entendre la voix des éleveurs** auprès des décideurs et d'obtenir des avancées concrètes sur plusieurs fronts :

- **Reconnaissance officielle des impacts psychosociaux** : Intégrer cette dimension dans les politiques agricoles et environnementales.
- **Amélioration des indemnisations** : Réduire les délais et simplifier les procédures.
- **Renforcement des moyens de protection** : Soutien financier accru pour les dispositifs anti-prédation.
- **Évolution du cadre réglementaire** : Possibilité d'intervention plus rapide en cas de menace avérée sur les troupeaux.
- **Meilleure prise en compte des éleveurs dans les décisions** : Intégration des représentants des éleveurs dans les instances de gestion du loup.

2. Cibles et leviers d'influence

Une bonne **identification des acteurs à influencer** :

- **Niveau national et européen** : Ministères de l'Agriculture et de la Transition Écologique, Parlement européen (PAC, biodiversité).
- **Régions et départements** : Collectivités locales qui peuvent adapter les dispositifs d'aide.
- **Organisations professionnelles** : Chambres d'agriculture, syndicats agricoles (FNSEA, Confédération Paysanne).
- **Médias et opinion publique** : Influence des débats publics sur les décisions politiques.

3. Stratégies d'action possibles

Mobilisation collective

- Création ou renforcement d'un **collectif structuré d'éleveurs** spécifique au loup.
- Organisation de **rencontres avec des élus et décideurs** pour exposer les réalités du terrain.
- Participation active aux **consultations publiques et débats législatifs**.

Communication et influence médiatique

- **Mise en avant des témoignages d'éleveurs** dans les médias pour illustrer les conséquences réelles de la prédation sur le terrain.
- Création de **campagnes de sensibilisation** (vidéos, articles, tribunes) pour toucher le grand public et générer un soutien citoyen.
- Collaboration avec des **influenceurs ou personnalités** pour amplifier le message.

Pression politique et institutionnelle

- **Dépôt de propositions législatives ou d'amendements** via des parlementaires alliés.
- S'appuyer sur les **syndicats agricoles et les chambres d'agriculture** pour porter les revendications.
- **Recours aux études scientifiques** (comme votre travail sur les RPS) pour crédibiliser les demandes auprès des décideurs.

Actions sur le terrain

- Organisation de **manifestations ciblées** (ex. devant les préfectures, actions symboliques pour attirer l'attention).
- **Lobbying européen** pour faire évoluer les réglementations sur la protection du loup et l'indemnisation des éleveurs.

4. Facteurs de succès et risques

Facteurs de succès

- **Stratégie claire et bien coordonnée** entre éleveurs et organisations agricoles.
- **Communication efficace**, adaptée aux cibles (public, politiques, médias).
- **Alliances avec d'autres secteurs concernés** (ex. tourisme rural, élus locaux).

Risques et limites

- Opposition forte des **associations de protection du loup**, nécessitant un discours équilibré pour éviter un rejet total.
- Division entre éleveurs sur la stratégie à adopter (cohabitation vs. régulation).
- **Fatigue militante** si les actions s'inscrivent dans la durée sans résultats visibles.

5. Conclusion : une piste à explorer activement

Si le lobbying peut être un **levier puissant** pour **influencer les décisions publiques et améliorer la situation des éleveurs** face à la prédation du loup, il doit s'appuyer sur :

- Une **coalition structurée** d'éleveurs et partenaires.
- Une **communication percutante et crédible**.
- Une **stratégie ciblée et coordonnée** au niveau local, national et européen.

ACTEURS A MOBILISER POUR UN LOBBYING EFFICACE			
Niveau Local et Régional <i>Influence directe sur les dispositifs de soutien et pouvant relayer les revendications au niveau national.</i>	Niveau National <i>Influencer les décisions au niveau national est crucial pour obtenir des évolutions législatives et des financements</i>	Niveau Européen <i>L'Union Européenne joue un rôle clé à travers la directive Habitats,</i>	Médias et Opinion Publique
<ul style="list-style-type: none"> - Conseils régionaux et départementaux - Préfectures et DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) - Chambres d'agriculture - Parcs naturels régionaux : 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire : des indemnités. - Ministère de la Transition Écologique : - Parlementaires (députés et sénateurs) - Syndicats agricoles (FNSEA, Confédération Paysanne, Coordination Rurale) : - ONCFS (Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, intégré à l'OFB) 	<ul style="list-style-type: none"> - Députés européens : - Commission européenne - Copa-Cogeca (Fédération des syndicats agricoles européens) 	<ul style="list-style-type: none"> - Presse agricole (La France Agricole, Terre-Net, Réussir Élevage) pour toucher le monde paysan. - Médias généralistes et régionaux pour sensibiliser le grand public et influencer les décideurs. - Influenceurs et figures publiques (journalistes spécialisés, personnalités rurales) pour amplifier le message.
ACTIONS CONCRETES DE LOBBYING A METTRE EN PLACE			
<i>Stratégie d'influence efficace reposant sur plusieurs types d'actions, combinant plaidoyer institutionnel, mobilisation sociale et communication.</i>			
Plaidoyer Institutionnel	Mobilisation sociale et actions de Terrain	Communication et Sensibilisation	
<ul style="list-style-type: none"> -Organisation de rencontres avec les élus : Solliciter des députés, sénateurs et eurodéputés pour leur exposer les impacts du loup et proposer des amendements. -Participation aux consultations publiques : Prendre part aux débats sur la gestion du loup et la PAC pour défendre les intérêts des éleveurs. 	<ul style="list-style-type: none"> -Création ou renforcement d'un collectif d'éleveurs pour structurer la mobilisation et porter une voix unifiée. -Organisation de manifestations ciblées devant les préfectures, ministères ou instances européennes pour attirer l'attention. 	<ul style="list-style-type: none"> -Médiatisation des impacts humains et économiques : Mise en avant de témoignages d'éleveurs pour humaniser le débat. -Campagnes digitales et réseaux sociaux : Création de contenus impactants pour toucher un public large (vidéos, infographies, tribunes). 	

<p>-Rédaction de notes de position et rapports : Documents chiffrés et argumentés à destination des décideurs pour justifier des mesures adaptées (s'appuyer sur votre étude RPS).</p> <p>-Dépôt de propositions législatives : Travail avec des parlementaires pour faire évoluer la réglementation sur la protection des troupeaux et l'indemnisation.</p>	<p>-Actions symboliques dans les médias (ex. opérations de sensibilisation, rassemblements sur le terrain).</p>	<p>-Utilisation de relais d'opinion : Travailler avec des journalistes spécialisés ou des influenceurs ruraux pour amplifier la portée du message.</p>
<p>ALLIANCES ET STRATEGIES POUR RENFORCER LE LOBBYING</p>		
<p><i>Créer des alliances stratégiques avec d'autres acteurs partageant des intérêts similaires.</i></p>		
<p>S'unir avec d'autres filières agricoles</p>	<p>Collaborer avec des élus locaux et régionaux</p>	<p>Identifier des compromis possibles avec les acteurs de la biodiversité</p>
<p>- Les éleveurs ovins ne sont pas les seuls touchés par la prédation : associer les éleveurs caprins, bovins, et autres acteurs ruraux permettrait de donner plus de poids aux revendications.</p> <p>-Collaborer avec des coopératives agricoles pour intégrer la question du loup dans une logique plus globale de défense des territoires ruraux.</p>	<p>- De nombreux maires et élus ruraux sont préoccupés par la question du loup. En travaillant avec eux, il est possible d'obtenir un soutien politique local et de faire remonter les revendications aux niveaux national et européen.</p>	<p>Pour éviter une opposition frontale avec les associations de protection du loup, il peut être intéressant de proposer des mesures équilibrées, comme des expérimentations de nouvelles méthodes de protection ou des financements pour des études d'impact.</p> <p>-Mettre en avant l'expertise des éleveurs en matière de gestion des écosystèmes pourrait aussi permettre de changer le rapport de force dans les discussions.</p>
<p>ÉVALUATION ET ADAPTATION DE LA STRATEGIE</p>		
<p><i>Le lobbying, un processus évolutif qui s'adapte aux retours obtenus</i></p>		
<p>-Suivi des avancées politiques et réglementaires : Identifier les points de blocage et ajuster la communication.</p>	<p>-Évaluation des actions menées : Mesurer l'impact des campagnes et mobilisations pour identifier les leviers les plus efficaces.</p>	<p>-Réactivité face aux opportunités politiques : Saisir les fenêtres d'opportunité (élections, crises agricoles, débats législatifs) pour pousser les revendications.</p>

ACTIONS CONCRETES DE LOBBYING A METTRE EN PLACE

Stratégie d'influence efficace reposant sur plusieurs types d'actions, combinant plaidoyer institutionnel, mobilisation sociale et communication.

Plaidoyer Institutionnel	Mobilisation sociale et actions de Terrain	Communication et Sensibilisation
<p>-Organisation de rencontres avec les élus : Solliciter des députés, sénateurs et eurodéputés pour leur exposer les impacts du loup et proposer des amendements.</p> <p>-Participation aux consultations publiques : Prendre part aux débats sur la gestion du loup et la PAC pour défendre les intérêts des éleveurs.</p> <p>-Rédaction de notes de position et rapports : Documents chiffrés et argumentés à destination des décideurs pour justifier des mesures adaptées (s'appuyer sur votre étude RPS).</p> <p>-Dépôt de propositions législatives : Travail avec des parlementaires pour faire évoluer la réglementation sur la protection des troupeaux et l'indemnisation.</p>	<p>-Création ou renforcement d'un collectif d'éleveurs pour structurer la mobilisation et porter une voix unifiée.</p> <p>-Organisation de manifestations ciblées devant les préfetures, ministères ou instances européennes pour attirer l'attention.</p> <p>-Actions symboliques dans les médias (ex. opérations de sensibilisation, rassemblements sur le terrain).</p>	<p>-Médiatisation des impacts humains et économiques : Mise en avant de témoignages d'éleveurs pour humaniser le débat.</p> <p>-Campagnes digitales et réseaux sociaux : Création de contenus impactants pour toucher un public large (vidéos, infographies, tribunes).</p> <p>-Utilisation de relais d'opinion : Travailler avec des journalistes spécialisés ou des influenceurs ruraux pour amplifier la portée du message.</p>

CONCLUSION :

UN OUTIL A STRUCTURER ET A MOBILISER STRATEGIQUEMENT

Le lobbying est un levier puissant pour faire avancer les revendications des éleveurs face aux impacts du loup, qui doit être bien structuré

Cibler les bons acteurs aux niveaux local, national et européen	Déployer des actions de plaidoyer institutionnel, de mobilisation sociale et de communication.	Créer des alliances stratégiques pour donner plus de poids aux revendications.
--	---	---